

Amérique centrale. Depuis lors, il a soumis à l'attention des gouvernements de la région plusieurs versions d'un projet détaillé de traité, la dernière remontant à juin 1986. Toutes les ébauches contenaient des dispositions sur les aspects suivants: le retrait des conseillers militaires étrangers; la restriction des importations d'armes et des exercices militaires étrangers dans la région; la fermeture des bases militaires étrangères et la suppression de toute aide accordée aux forces rebelles; la création d'une commission de vérification et de contrôle, qui se composerait d'un corps international d'inspecteurs et qui serait chargée d'assurer la mise en oeuvre des clauses de sécurité. En outre, les ébauches de traité ont examiné les origines des conflits (l'injustice économique et sociale, et l'absence d'une évolution de la démocratie), sans pour autant prescrire un régime politique particulier susceptible d'entraîner le règlement du conflit dans tel ou tel pays.

À deux reprises, soit en septembre 1984 et en juin 1986, le Nicaragua a accepté les propositions du groupe de Contadora. Mais chaque fois, les États-Unis ont persuadé d'autres pays d'Amérique centrale d'exprimer des réserves au sujet du contrôle, de la vérification et d'autres aspects de l'accord envisagé. Bien que plusieurs clauses essentielles sur la sécurité n'aient pas encore été négociées, la disposition fondamentale demeure celle qui, dans chaque ébauche de traité, interdit aux groupes régionaux et extra-régionaux de continuer à appuyer les groupes d'opposition armés. Voilà qui va directement à l'encontre de la politique américaine d'aide militaire aux *contras*, lesquels cherchent à renverser le gouvernement sandiniste et le processus révolutionnaire amorcé en 1979 quand les Somoza ont été déposés, eux qui avaient gouverné le Nicaragua en dictateurs pendant presque cinquante ans.

Le groupe de Contadora a estimé que la révolution sandiniste (et d'autres mouvements insurrectionnels ailleurs en Amérique centrale) était l'aboutissement de vieux problèmes socio-économiques et politiques, mais le gouvernement Reagan y a vu une manifestation de l'expansionnisme soviétique et cubain. Même avant l'élection de M. Reagan à la présidence, ses conseillers avaient déjà conclu que "les Amériques étaient attaquées aussi bien de l'extérieur que de l'intérieur. Des éléments à la solde des Soviétiques étaient en train de s'emparer de l'Amérique latine." C'est pourquoi Washington n'a jamais voulu reconnaître le gouvernement sandiniste.

En mars 1981, peu après avoir pris le pouvoir, le président Reagan a autorisé l'affectation de dix-neuf millions de dollars² à des opérations clandestines contre le Nicaragua. Avec l'aide de la *Central Intelligence Agency* (CIA), une force militaire contre-révolutionnaire (la *contra*)

² Sauf indications contraires, les montants sont cités en dollars américains.